souvent même les services rendus à l'Etat ont réduits à une fortune trop médiocre pour payer quinze livres de Capitation. Combien de Citoyens généreux & éclairés seroient privés par là du glorieux avantage de servir la Patrie par la sagesse des délibérations, souvent plus utiles à la tranquillité & au bonheur des Peuples, que le courage & la force militaire.

Il y a plus, SIRE, dans ces tems mémorables où la Bretagne passa sous l'heureux Gouvernement François, la Capitation, cet impôt passager, & qui, par conséquent, ne peut former la baze d'une loi perpétuelle & irrévocable, n'étoit point établie; elle n'a jamais fait partie des conditions nécessaires pour l'entrée des Etats. (d) La taxe des quinze livres est donc une nouveauté préjudiciable aux droits de la Noblesse, elle détruit l'esprit national, en ce qu'elle suppose un bien un peu considérable, tandis que les pensions accordées aux soixante anciens Gentilshommes, annoncent l'indigence. L'Ordre de la Noblesse écrivoit, le 26. Avril dernier, à Mr. le Duc de Penthièvre au sujet des pensions à sa nomination; " leur destination première & invariable est " de fournir des secours aux seuls Gentilshommes, " qui par le peu de fortune, la qualité d'originai- " res de cette Province & l'assiduité aux assemblées " des Etats, ont les titres nécessaires pour en obté- " nir de préférence à tous autres. „

Si les Gentilshommes pensionnés, pour cause d'indigence, sont obligés d'assister aux Etats pour être payés de leurs pensions, & qu'en même-tems ils soient exclus par un moins imposé à la Capitation, ils se trouvoient privés tout-à-la fois du privilège de leur naissance, & du secours que la Patrie leur offroit; & loin que la Patrie y trouve quelque-avantage, elle perdra par l'exclusion de ces anciens Gentilshommes, la maturité des Conseils, le sens
froid

(d) *Le nom même de Capitation marque que c'est un impôt qui ne convient qu'à des Esclaves, qui des-honore la Nation des Francs: par quel renversement d'idées veut-on aujourd'hui en faire un caractère distinctif des Gentilshommes qui doivent, à l'exclusion des autres, jouir du plus beau droit de la Noblesse de Bretagne?*